

Journées de recherche en sciences sociales SFER-INRA-CIRAD - Décembre 2019

Les contributions de la Jeunesse agricole catholique à l'organisation de l'agriculture française

Résumé : A l'occasion des 90 ans de la création de la JAC (Jeunesse agricole catholique) cet article analyse les facteurs qui expliquent l'importance de ce mouvement dans la modernisation des exploitations agricoles et présente les contributions originales de ses militants à l'organisation de l'agriculture française.

Introduction

En 2019 le rapport du Fond international de développement agricole (FIDA) des Nations Unies sur la place des jeunes dans le développement rural souligne que l'apprentissage des jeunes, en particulier des jeunes femmes, joue « un rôle direct dans l'accroissement de la productivité et améliore également leur sentiment de maîtrise de leur destin » ¹.

Cette analyse fait écho aux conclusions des très nombreuses publications scientifiques, tant en économie rurale qu'en sciences politiques qui ont souligné le rôle des jeunes issus des rangs de la JAC (Jeunesse agricole catholique) et de la JACF (Jeunesse agricole catholique féminine) dans les transformations rapides de la société rurale française de l'après guerre.

A l'occasion des 90 ans de la création de la JAC ², cet article met en évidence, à partir d'études bibliographiques et d'enquêtes personnelles, les facteurs qui expliquent pourquoi un mouvement de jeunes ruraux, dont l'objectif était essentiellement d'ordre religieux, a joué un rôle aussi important dans la mutation de l'agriculture française. Il en présente les caractéristiques qui permettent de comprendre son rôle dans le contexte économique et politique de la société rurale française à différentes périodes de son histoire et met en valeur les apports des anciens jacistes à l'organisation de la profession agricole française.

Un mouvement de jeunes catholiques « fiers d'être paysans »

L'impact de la JAC sur la société rurale française tient tout autant aux spécificités de ce mouvement d'action catholiques de jeunes gars et de jeunes filles qu'à l'histoire de l'agriculture bouleversée par les guerres et les changements politiques de la seconde moitié du 20ème siècle.

La Jeunesse agricole catholique (JAC) est née au sein de l'ACJF (Association catholique de la jeunesse française) fondée en 1886 par le comte Albert de Mun. Elle avait un recrutement principalement d'origine bourgeoise avec quelques cercles de jeunes ruraux. Elle a été créée en 1929, à la même période que d'autres mouvements d'action catholique de jeunes, chacun avec son

¹ - FIDA - Rapport sur le développement rural 2019 : Donner leur chance aux jeunes ruraux 40 pages.

² - Le terme JAC est utilisé de façon générique sur la période pour la JAC et la JACF - créée en 1930 – les deux mouvements ayant fusionné en 1962 pour devenir le MRJC (Mouvement de la jeunesse rurale chrétienne).

mouvement sœur pour les jeunes filles ³. Cette réorganisation de l'Église en mouvements spécialisés par milieu social avait été décidée par le pape Pie XI dans la perspective d'une mobilisation des fidèles pour promouvoir, tant pour les jeunes que pour les adultes, « une évangélisation du semblable par le semblable ». Cette dimension religieuse de la mission des mouvements d'action catholique était pour la Hiérarchie catholique indissociable de la volonté politique de former des élites laïques capables de faire face à l'influence croissante du communisme dans les milieux populaires de tous les pays occidentaux.

Encadrés par le clergé paroissial la JAC se développe rapidement dans les campagnes où les populations rurales sont encore très pratiquantes. En 1938, la JAC compte 20 000 cotisants avec un journal « La jeunesse agricole » tiré à 60 000 exemplaires. En avril 1939 elle organise à Paris un congrès commun avec la JACF rassemblant 25 000 jeunes ruraux. En mai 1950 les deux mouvements rassemblent 70 000 jeunes pendant trois jours à Paris au parc des princes. Dans cette période, le nombre de leurs adhérents est estimé à partir des abonnés aux journaux de militants à 30 000 et le nombre de jeunes gars et filles intéressés aux thèmes développés par leurs journaux de masse, « Jeunes Forces Rurales » et « Promesses » à plus de 180 000.

L'action de la JAC a un caractère essentiellement religieux et éducatif avec l'organisation des activités de loisirs au village. Avec chants, insignes et drapeaux, elle apporte une fierté aux jeunes paysans et paysannes qui se perçoivent méprisés par les jeunes de la ville. Le suivi des cours par correspondance ⁴ d'enseignement agricole (ou ménager) est une action prioritaire pour les jeunes jacistes. La majorité d'entre eux a en effet été contrainte d'arrêter l'école pour travailler sur l'exploitation familiale encore peu mécanisée. Les réunions de militants sont animées par le vicaire de la paroisse, ou un aumônier nommé par l'évêque. Elles sont l'occasion de mettre en œuvre la démarche du « Voir-Juger-Agir », commune à tous les mouvements d'action catholique. A partir d'enquêtes sur le thème de la campagne d'année ⁵ ces réunions sont l'occasion d'échanger sur le quotidien des jeunes et leurs difficultés les éclairer avec le message évangélique avant de décider une action collective, le plus souvent en prenant l'initiative d'organiser une fête (coupe de la joie), une manifestation sportive ou un exposé sur un sujet d'actualité.

En 1930, la population active agricole représente 36 % de la population active totale. Par crainte des mouvements sociaux et suite aux lourdes pertes humaines de la guerre de 1914-18 les élus de la IIIe République, de droite et de gauche, avaient choisi de limiter l'exode rural et de maintenir une paysannerie nombreuse garante des institutions de la Nation. Le protectionnisme économique et la faible diffusion de l'enseignement technique agricole avait ainsi conduit à freiner la modernisation de l'agriculture française pour limiter l'exode rural. Cette stratégie était en partie compensée par des importations de produits agricoles en provenance des colonies de l'empire français, notamment d'Afrique du nord.

Dans un contexte marqué par de fortes divisions politiques et syndicales, y compris dans les zones rurales, la JAC s'implante principalement dans les territoires de tradition catholique, où les syndicats reliés à l'Union des syndicats agricoles de la rue d'Athènes prônent l'organisation

³ - JAC / JACF pour les agriculteurs, JOC/JOC pour les ouvriers, JEC/JECF pour les étudiants, JIC/JICF pour les indépendants, JMC/JMCF pour les marins.

⁴ - Initié en 1913 par l'Union du Sud-Est, repris par d'autres organisations syndicales de droite et largement développé par les écoles d'ingénieur des jésuites de Toulouse-Purpan et d'Angers avec le CERCA (Centre d'études par correspondance d'Angers), les cours des d'enseignement agricole par correspondance concernaient déjà 10 000 élèves en 1935. Prenant le relais des enseignements par correspondance les Maisons familiales rurales deviennent une structure importante pour la formation des jeunes agriculteurs après la guerre, structure qui se maintient encore aujourd'hui pour des formations dans les activités de service.

⁵ - Les thèmes de campagne d'année étaient choisis à partir des situations concrètes des jeunes : le travail et l'avenir professionnel, la famille, les loisirs, les relations garçons-filles. Le thème était développé, à partir d'exemples et de textes d'analyse et de réflexion, dans les revues et les journaux du mouvement à différentes périodes de l'année.

corporatiste de l'agriculture. En 1940 la JAC et la JACF se trouvent en accord avec le message pétainiste et les valeurs morales de la paysannerie qu'il met en avant. Pendant l'Occupation allemande, protégés par la hiérarchie catholique, les mouvements voient leur influence s'accroître, tant en zone libre qu'en zone occupée, notamment avec les activités d'animation et de loisirs dans les villages repliés sur la vie locale. Cette période voit aussi l'arrivée, tant à l'échelon local que national du mouvement, de nouveaux dirigeants issus de la paysannerie moyenne qui prennent le relais de ceux issus de la bourgeoisie rurale investis dans l'organisation de la Corporation paysanne.

À la libération, la Confédération générale de l'agriculture (CGA fondée dans la résistance), remplace la Corporation paysanne, dont les dirigeants ont été provisoirement écartés. L'unité professionnelle se réorganise d'abord avec la CNMCCA (Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles)⁶ pour les organisations économiques, puis en 1946 pour le syndicalisme agricole avec la création de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles)⁷. Le maintien pendant 4 ans après la libération de cartes de rationnement alimentaire souligne alors la faible productivité de l'agriculture française. Le plan MONET conforté en 1948 par le soutien américain à l'économie européenne vise à accroître rapidement la production agricole avec l'utilisation des engrais et la mécanisation avec l'arrivée des tracteurs du plan MARSHALL.

Les débats sont intenses, tous s'interrogent sur les conséquences du progrès technique, les dirigeants agricoles redoutent qu'il n'accélère l'exode et n'entraîne la disparition de nombreux paysans. La JAC partage cette inquiétude mais ouvre de nouvelles perspectives. Elle organise « des journées de mécanisation » et dans le même temps demande des soutiens pour accompagner la transformation des exploitations agricoles et l'organisation de formation pour ceux qui doivent quitter l'agriculture. Son secrétaire général de 1943 à 1948, René COLSON, publie en 1949 le livre « Motorisation et avenir rural » préfacé par René DUMONT. Il montre que la mécanisation est inéluctable et qu'elle va conduire à la disparition des plus petites exploitations. Pour éviter le développement du salariat et la prolétarianisation des paysans, il propose que les petits exploitants s'associent dans le cadre de coopératives de production.⁸

Pour les jacistes, la modernisation des exploitations et de l'habitat rural n'est pas un but en soi mais un moyen, parmi d'autres, pour répondre à un idéal de vie, concourir à l'épanouissement des jeunes ruraux en améliorant au quotidien leurs conditions de travail et de vie. La religion des jacistes, est portée par la réflexion théologique des Dominicains et des Jésuites qui accompagnent les équipes nationales. Cette religion est en rupture avec celle qui impliquait la soumission aux notables ruraux et aux structures familiales archaïques et faisait de la pénibilité du travail la garantie du rachat des péchés et d'une vie heureuse au Paradis. Le renouveau missionnaire⁹, qui associe les laïcs à l'œuvre d'évangélisation, porte désormais plus d'attention à l'épanouissement de chaque individu, créature divine, et à son action pour transformer le monde afin de participer à l'œuvre de Dieu sur la terre.

Les premières génération de jacistes voient aussi s'affirmer le rôle des jeunes filles. Elle refusent la soumission de leurs mères aux structures patriarcales et réclament la fin de la cohabitation entre générations et la modernisation de l'intérieur des maisons rurales. Très vite associées aux réflexions sur l'avenir de l'agriculture elles exigent aussi leur place dans la gestion des exploitations et dans les

⁶ / La Confédération nationale de la Mutualité du Crédit et de la Coopération agricole (CNMCCA) est alors, comme la CGA présidée par des dirigeants agricoles de gauche issus de la résistance.

⁷ / La FNSEA vote à son premier congrès l'interdiction du cumul des mandats syndicaux et parlementaires pour alors écarter les députés socialistes et communistes, dont Waldeck-Rocher.

⁸ / Les textes de René COLSON ont été rassemblés dans le livre « Un paysan face à l'avenir rural, la JAC et la modernisation de l'agriculture » Ed. de l'Epi 1976 ; 319 pages.

⁹ / Ce renouveau missionnaire s'accompagne de la création de congrégations spécifiques, les « Frères missionnaires des campagnes » et les « Sœurs missionnaires des campagnes » où de nombreux jeunes jacistes s'investissent alors.

organisations agricoles ¹⁰.

Un mouvement de masse porteur de la « révolution silencieuse » des jeunes agriculteurs

Les années 50 sont celles de l'apogée de la JAC. Elle organise les « coupes de la Joie », les « fêtes de la Terre » et les « coupes sportives rurales » pour animer la vie des villages. Le mouvement s'est aussi doté de nouveaux outils de formation, « les stages de culture générale », véritables universités populaires pour les dirigeants de l'échelon local à l'échelon national. Il crée, en partenariat avec Économie et Humanisme, le Centre National d'Études Rurales (CNER) pour mener avec l'appui des militants jacistes des enquêtes rigoureuses sur les conditions de travail et de vie des populations agricoles. Il porte l'Exposition de la maison rurale, qui pendant trois ans, de 1947 à 1950, sillonne les 24 départements de l'ouest de la France et accueille 500 000 visiteurs pour proposer des améliorations très concrètes de l'habitat à réaliser par les agriculteurs eux mêmes. Les 46 congrès départementaux du 25^{ème} anniversaire en 1954 rassemblent 450 000 jeunes ruraux sur l'ensemble de la France, dont 75 000 dans les cinq départements de l'ouest (25 000 à Quimper, 15 000 à Rennes et Vannes, 10 000 à Blain et St-Brieuc). Le Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale catholique (MIJARC) a été créé en 1956. Il rassemble 26 000 jeunes à Lourdes en 1960 ; venus de 60 pays ils sont porteurs du projet d'émancipation des jeunes ruraux des différents continents de la planète.

Organisés en branches en fonction de l'âge (des enfants aux ados et aux aînés) et des métiers (agriculteurs, salariés, artisans) la JAC-JACF est alors forte de quelques milliers de dirigeants capables de s'exprimer en public et de porter les revendications des jeunes ruraux. Les rencontres régulières de l'ACJF, entre responsables de mouvements de jeunes paysans, étudiants et ouvriers, tant au niveau départemental que national, sont l'occasion d'échanges sur les situations des jeunes dans la société. En 1954 le gouvernement de Pierre MENDES FRANCE leur reconnaît une place dans le débat social, non seulement pour discuter d'une politique de la jeunesse mais aussi des problèmes spécifiques aux jeunes dans les différentes politiques publiques. Dans le contexte agité de la guerre d'Algérie, la Hiérarchie catholique s'inquiète des positions et de l'engagement social des dirigeants de l'ACJF, qu'elle contraints à démissionner et à dissoudre l'association en 1956.

Dépourvus de perspectives politiques les dirigeants des équipes aînés de la JAC font le choix autour de Michel DEBATISSE d'investir le syndicalisme agricole en transformant l'association des cercles de jeunes agriculteurs, en syndicat. Dans le cadre de l'unité syndicale, les syndicats des agriculteurs de moins de 35 ans, les CDJA et le CNJA (centres départementaux des jeunes agriculteurs et Centre national), font une place spécifique aux femmes. Participants aux instances statutaires départementales et nationales de la FNSEA, ces « jeunes anciens jacistes » développent leurs analyses et leurs propositions alors très minoritaires au sein de l'organisation unitaire des syndicats d'exploitants agricoles. Ils s'investissent nombreux dans les sections spécialisées de l'élevage (porc, volailles, lait, bovins viande) et des fermiers-métayers des FDSEA, dont ils assureront très rapidement la présidence ou le secrétariat des fédérations nationales¹¹.

En 1960 la population active agricole a diminué de moitié depuis 1930, avec 3 870 000 actifs, dont 826 000 salariés, elle ne représente plus que 20 % de la population active totale et ne contribue qu'à 10 % de la richesse nationale, signe de la faible productivité du secteur agricole. La demande de parité est alors au cœur des nombreuses, et parfois violentes, manifestations agricoles. Dans cette

¹⁰ / Cette montée du rôle des femmes rurales se manifeste avec la transformation de la Ligue des agriculteurs catholique (LAC) dès 1945 en Mouvement familial rural (MFR) puis en mouvement des Chrétiens dans le monde rural (CMR) en 1966. Elle se concrétisera aussi dans l'organisation de groupes spécifiques pour la diffusion du progrès technique (GVA et CETA) et de places réservées dans les conseils d'administration du syndicalisme agricole.

¹¹ / Au niveau national dans les années 60/70 : Marcel DENEUX pour la FNPL (lait), Marcel BRUEL (viande bovine), Michel DEBATISSE (Volaille), Bernard THAREAU (porc), Paul LESAUX (fermiers-métayers).

période de restructuration rapide de l'économie et de bouleversements sociaux, les jacistes du CNJA ont des positions opposées à celle des dirigeants de la FNSEA. Ils critiquent la revendication d'une augmentation uniforme des prix agricoles qui pour eux favorise les grandes exploitations et ne peut permettre la survie des plus petites. S'appuyant sur l'analyse des trois agricultures, ils reconnaissent que l'exode agricole est inéluctable et réclament une politique des structures en faveur des exploitations familiales¹². Ils proposent d'accompagner la disparition des petites exploitations par la formation des jeunes vers de nouvelles professions, l'organisation des migrations vers des régions en déprise agricole du sud ouest de la France¹³ et des aides (IVD – Indemnité viagère de départ) aux agriculteurs âgés qui libèrent leurs terres pour l'installation des jeunes agriculteurs.

Les jeunes jacistes adhèrent très nombreux aux CETA (centres d'étude des techniques agricoles) pour expérimenter des techniques adaptées à leurs exploitations d'élevage et participent au renouvellement des CUMA (coopératives d'utilisation de matériel agricole) pour la motorisation et la mécanisation des exploitations familiales. Ceux devenus salariés contribuent à l'implantation de la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens qui se transformera très majoritairement en CFDT) dans le secteur de la production agricole et s'investissent dans les ASAVPA (association de salariés agricoles pour la vulgarisation et le progrès agricoles) pour accroître leurs compétences techniques.

Dans les années 50, les dirigeants des FDSEA et des Chambres d'Agriculture avec le mouvement d'Action civique font pression sur les députés pour obtenir l'indexation des prix agricoles sur l'indice du coût de la vie. Accordée en septembre 1957 par un gouvernement démissionnaire, l'indexation des prix agricoles sera supprimée dès l'arrivée du Général de Gaulle au pouvoir. Le changement constitutionnel de la IVe à la Ve République organise le renforcement du pouvoir exécutif au détriment du Parlement, va promouvoir le CNJA en partenaire privilégié des ministres de l'Agriculture. Les principales propositions élaborés par les anciens jacistes pour une politique des structures sont alors au cœur des lois d'orientation et loi complémentaire de 1960 et 1962 qui organisent la modernisation de l'agriculture française dans les premières années de mise en place du Marché commun agricole. De petite organisation syndicale adhérente à la FNSEA, le CNJA est devenu non seulement l'une des quatre grandes OPA (organisations professionnelles agricoles) invitées à la table de négociation du ministre (CNJA - FNSEA – APCA¹⁴ – CNMCCA) mais aussi celle qui sur le terrain assure un rôle moteur dans la gestion de la politique agricole.

Pour mettre en place la politique des structures et s'assurer du rôle prépondérant des représentants des jeunes agriculteurs le ministère de l'Agriculture crée des instances spécifiques, les commissions cantonales structure qui donnent un avis sur la destination des terres libérées, et les ADASEA (association départementale d'aménagement des structures des exploitations agricoles) coordonnées et financées par un établissement public, le CNASEA. Les anciens jacistes sont fréquemment pionniers dans la création des groupements de producteurs pour organiser la mise en marché et la commercialisation collective des productions animales (porcs, volailles, bovins) et des fruits et légumes, secteurs traditionnellement dominés par les négociants.

Les lycées techniques agricoles sont maintenant créés par le ministère de l'Agriculture dans tous les

¹² / La politique des structures s'appuie sur la distinction de trois types d'exploitations pour l'attribution des aides publiques en référence à la surface minimale d'installation (SMI) fixée pour chaque département par arrêté préfectoral après consultation des organisations agricoles. Pour accompagner la modernisation de l'agriculture, les aides de l'État et les terres libérées par les départs à la retraite seront réservées aux exploitations moyennes, dites à 2 UTH - Unité Travail Homme ; car les petites, d'une taille inférieure à la SMI, sont économiquement condamnées à disparaître et les plus grandes, au-delà de 4 SMI - la surface cumul, considérées comme n'ayant pas besoin d'aides pour s'adapter.

¹³/ Avec la création d'une structure financée par des crédits publics, l'AMPRA (Association nationale pour les mutations professionnelles en agriculture)

¹⁴/ APCA : Assemblée permanente des chambres d'agriculture

départements pour former les futurs agriculteurs. En complément des crédits de la vulgarisation agricole attribués pour le soutien aux groupes locaux d'agriculteurs (CETA, GVA, CIVAM), le ministère instaure une ligne budgétaire de la DGER (direction générale de l'enseignement et de la recherche) pour financer les actions dites de « promotion collective » afin de consolider le rôle des jeunes responsables agricoles, très majoritairement issus de la JAC, et compléter leur formation. Ces crédits, qui sont très majoritairement attribués au CNJA et à l'IFOCAP (Institut de formation des cadres paysans ¹⁵), bénéficient aussi au MRJC, à la Fédération des CIVAM (centres d'information et de vulgarisation agricole et ménagère) et à la Fédération nationale des foyers ruraux.

Le projet des groupements d'exploitation agricoles proposé par René COLSON et porté par l'UECR (Union des ententes et communautés rurales) puis par l'UGEA (Union des groupes d'exploitations agricoles) est concrétisé dans la loi de 1962, avec la création des GAEC. Conçus initialement pour organiser le regroupement d'exploitations voisines ils vont aussi faciliter la transmission des exploitations familiales entre générations et contribuer à la constitution d'entreprises agricoles de grande taille, principalement dans le cadre de l'association de plusieurs membres d'une même famille.

En 1966 la réforme du développement agricole symbolise aussi le rôle des anciens jacistes dans l'organisation de la nouvelle politique agricole. La diffusion du progrès technique est stratégique pour le ministère de l'agriculture qui pilote la vulgarisation avec le réseau des ingénieurs et professeurs d'agriculture et finance les actions mises en œuvre par les groupes locaux d'agriculteurs et d'agricultrice (CETA, GVA, CIVAM), les « zones témoins » et les fermes expérimentales des instituts techniques et de quelques chambres d'agriculture. En référence aux travaux de l'économiste François FERROUX, les dirigeants du CNJA demandent le passage du terme de «Vulgarisation agricole», qui symbolise une diffusion descendante des techniques, à celui de «Développement agricole», qui affirme le rôle actif des agriculteurs dans la diffusion du progrès qui est aussi économique et social. Avec la création de l'Association nationale du développement agricoles (ANDA), les représentants des organisations agricoles assurent un rôle déterminant dans la répartition des crédits issus de taxes parafiscales ¹⁶. A l'échelle départementale, cette tâche est maintenant confiée au SUAD (Service d'utilité agricole du développement), ce qui permet une forte représentation des jeunes agriculteurs dans ce service dépendant de la Chambre d'agriculture, où le représentant du Ministère n'a plus qu'un rôle de contrôle.

Dans les années 1960 la contestation du processus de restructuration rapide de l'agriculture française se développe essentiellement au sein des FDSEA de sensibilité de gauche, coordonnées dans le cadre du Comité de Guéret et le MODEF (mouvement de défense des exploitations familiales), dont les dirigeants estiment qu'il se fait au détriment des plus petits agriculteurs. Quelques années après cette contestation viendra de jacistes qui contesteront le statut des agriculteurs modernisés devenus dépendants des entreprises agroalimentaires.

De la contestation du modèle dominant à la promotion des projets ruraux

¹⁵ / Les dirigeants de l'institut fonde alors la revue « Paysan » pour apporter des analyses approfondies de la société dans les domaines de l'économie, de la politique mais aussi de la culture, et de la philosophie.

¹⁶ - Les crédits de l'ANDA jouent aussi un rôle important dans le financement du syndicalisme agricole, il sont l'objet de tensions importantes entre le Ministère et les OPA majoritaire en 1982 et en 1999 lors de la reconnaissance dans la loi du pluralisme syndical en agriculture. Au début des années 2000, suite à plusieurs rapports de l'Inspection des finances sur la nature publique des taxes parafiscales, l'ANDA sera supprimé et la gestion de ces crédits collectés par taxes confiée directement au ministère dans le cadre du CASDAR (Compte d'affectation spécial du développement agricole et rural).

En 1960 les 73 congrès départementaux de la JAC-JACF rassemblent près de 500 000 jeunes dans toute la France, mais une page se tourne dans les campagnes avec la diminution rapide la population et l'arrivée de la télévision. C'est la fin des Coupes de la joie et des Coupes sportives rurales¹⁷. Les deux mouvement fusionnent et se restructurent en créant le MRJC, Mouvement rural de la jeunesse chrétienne où les étudiants et les salariés jouent maintenant un rôle important. Affaiblis par le départ des plus âgés, maintenant investis dans les CDJA, dépossédés de leur rôle d'appui à la formation technique désormais assurée par l'enseignement agricole, les équipes dirigeantes s'investissent dans l'accompagnement des mutations culturelles de la jeunesse¹⁸ et dans l'ouverture à l'international¹⁹.

Dans le contexte de la fin de la guerre d'Algérie et de l'échec politique du MRP (Mouvement républicain populaire, d'esprit démocrate-chrétien réformateur), qui avait été l'expression politique des catholiques progressistes, les dirigeants des mouvements de jeunesse ruraux et étudiants s'intéressent aux analyses marxistes. Cette démarche source de tensions croissantes avec l'épiscopat est à l'origine en 1965 des crises de la JEC puis du MRJC avec la démission de son équipe nationale, dont les deux aumôniers nationaux. De nouvelles équipes prennent le relais, portées par la révolte des jeunes des années 68, elles ne peuvent se satisfaire de la doctrine sociale de l'Église. Les dirigeants du mouvement ont la conviction qu'il faut s'opposer à l'ordre capitaliste et qu'il faut promouvoir une autre société. Ce projet de société reste flou, mais il implique une rupture avec les anciennes équipes et conduit nombre de militants des mouvements d'action catholique de jeunes vers le PSU (Parti socialiste unifié) et les organisations de l'extrême gauche.

Les militants jacistes sont alors mobilisés par la défense des paysans du Larzac, les luttes antinucléaires et celles antimilitaristes et en faveur de l'objection de conscience. Dans chaque région, ils prennent de nombreuses initiative pour « Vivre et travailler au pays ». Ils se retrouvent nombreux dans l'analyse du livre de Bernard LAMBERT, ancien jaciste, syndicaliste dirigeant de coopérative et ancien député MRP le Loire Atlantique, « Les paysans dans la lutte des classes ». Comme lui, ils ne contestent pas la modernisation de l'agriculture mais remettent en cause le statut de chef d'entreprise des paysans qui selon eux seraient devenus des travailleurs à domicile du capitalisme agroalimentaires. Cette analyse les conduit à organiser préférentiellement la défense des agriculteurs en difficulté financière face aux banques et aux entreprises, y compris coopératives.

Au sein du syndicalisme agricole unitaire le débat se développe alors entre anciens jacistes ayant des visions du monde et des projets différents. Le conflit commence au CNJA où il conduit à l'organisation d'une tendance « Paysans travailleurs » (notamment à partir de 1972), puis d'une organisation du même nom (1974). La radicalité des « Paysans travailleurs » les conduit à quitter les CDJA et à constituer une organisation distincte, la CNSTP (Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans) avec d'autres organisations proches ayant quitté le syndicalisme unitaire. En parallèle, de très nombreux CDJA se regroupent au sein des « CDJA non alignés » et des FDSEA opposées à la ligne majoritaire se coordonnent à l'ouest dans le « Comité de Redon », puis plus largement, dans « l'Interdépartementale ». C'est la décision des dirigeants de la FNSEA d'exclure la FDSEA de Loire Atlantique (1978), comme elle l'avait fait précédemment pour celle du Puy de Dôme (1965), qui conduit à la création de la FNSP (Fédération nationale des syndicats paysans) dont les dirigeants, proches des socialistes, revendiquent une politique agricole protégeant

¹⁷ / 20 000 spectateurs à Annecy en 1959 pour la finale de la Coupe de la Joie de 1500 éliminatoires dans le pays rassemblant près de 100 000 gars et filles qui sont montés sur les tréteaux des spectacles de village. 13 000 supporters en 1961 à la finale de la coupe sportive rurale à Avranches où s'affrontent 500 athlètes ruraux en compétition, qui se sont mesuré dans 300 éliminatoires comptant près de 35 000 jeunes.

¹⁸ / Le lancement en 1958 avec la JEC de « Rallye Jeunesse », tiré à 300 000 exemplaires ; et quelques années plus tard avec le concours de la maison des éditions Bayard Presse en 1962, du journal « Hello », qui publiera plusieurs dossiers critiques notamment sur la publicité et sur l'armée qui susciteront les réactions de la hiérarchie catholique.

¹⁹ / En 1965 participation au Festival européen de la jeunesse de Stuttgart rassemblant 15 000 jeunes ruraux venant des différents pays européens (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Italie et Suisse)

les petites exploitations agricoles. En 1987, ces deux organisations (CNSTP et FNSP) se regroupent pour donner naissance à la Confédération paysanne.

Dans la même période des militants, dont beaucoup issus de la JAC et du MRJC, organisent un dispositif alternatif d'appui aux agriculteurs pour la comptabilité agricole (avec les AFOC – association de formation à la comptabilité), pour l'accueil à la ferme des vacanciers (avec Accueil Paysan), et de nombreuses structures maintenant coordonnées dans InPACT (Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale). Ils contribuent aussi au début des années 80 à la création d'une structure de formation, l'AFIP (Association pour la formation et l'information paysanne ²⁰) et d'un journal TRI (TransRural initiative), devenu une alliance éditoriale avec la FNCIVAM, le MRJC et les Foyers ruraux.

Au début du XXI^e siècle l'emploi agricole pèse moins de 3 % de l'emploi total. Avec à peine 500 000 exploitations les agriculteurs sont devenu minoritaires dans les communes rurales. Le soutien important de l'Union européenne à l'agriculture avec la PAC (0,5 % du PIB de l'UE) n'a pas freiné la diminution de l'emploi agricole qui se poursuit inexorablement. Les élargissements successifs de l'Union et l'ouverture aux marchés internationaux a accentué la concurrence entre types différents types d'agriculture qui cohabitent difficilement (agricultures de firme, paysanne, de subsistance).

La diversité des positions politiques des anciens jacistes est illustrée par la présence d'agriculteurs anciens jacistes sur les quatre principales listes ²¹ de candidature aux 1^{ère} élections au parlement européen de juin 1969. Alors que les jacistes des années 1960 se trouvaient unis derrière Michel DEBATISSE et les dirigeants du CNJA, ceux des générations suivantes se sont dispersés entre organisations politiques entre les organisations majoritaires ²² et les mouvements minoritaires. De nombreux anciens jacistes rejoignent le PSU (parti socialiste unifié) avec Bernard LAMBERT ou le PS (parti socialiste), avec Bernard THAREAU et Georges GAROT ²³.

Il est aujourd'hui surprenant d'observer l'absence de discussions entre les dirigeants de la FNSEA et ceux de la Confédération paysanne et leur refus à faire des compromis pour élaborer des revendications communes de défense des agriculteurs. Je pense que cette situation témoigne encore de la radicalité des positions entre anciens jacistes, et leurs descendants, ayant des visions différentes voire inconciliables sur le modèle d'agriculture à promouvoir et sur la place des paysans dans la société.

C'est dans le domaine des relations avec les pays du tiers monde que les anciens jacistes se retrouvent parfois unis, leurs analyses des échanges internationaux peuvent différer mais ils sont nombreux dans les équipes d'AFDI (Agriculteurs français et développement international) et les actions concrètes de soutien aux petits paysans d'Afrique. De même ils sont aussi nombreux dans la participation aux associations de soutien aux agriculteurs en difficulté.

En 1985, le MRJC compte encore 100 permanents, dont 88 en région, et 51 000 journées de

^{20/} Au début des années 1980, à l'initiative de l'AFIP, un réseau agricole et rural s'est constitué, le CELAVAR (Comité d'étude et de liaison des associations à vocation agricole et rurale) qui a aussitôt été reconnu par l'État.

^{21/} Jean MOUCHEL sur la liste du RPR conduite par Jacques CHIRAC, Michel DEBATISSE sur la liste de l'UDF conduite par Simone WEIL, Paul LESAUX sur la liste du PCF conduite par Georges MARCHAIS et Bernard THAREAU sur la liste du PS conduite par François MITTERAND ;

^{22/} Il faut citer des jacistes d'après 1965 ayant assuré des responsabilités importantes dans les organisations agricoles majoritaires : Jacques PICARD, président de Coop de France au début des années 2000, Luc GUYAU, président du CNJA puis de la FNSEA et Christiane LAMBERT, la première femme à assurer cette double responsabilité.

^{23/} Jean-Marc AYRAULT, Premier Ministre de François HOLLANDE et Dominique POTIER, député socialiste de Meurthe et Moselle, président du comité de surveillance Ecophyto, sont aussi d'anciens militants du MRJC.

formation. C'est un mouvement qui joue un rôle important dans la coordination des mouvements de jeunes et des associations présentes dans l'espace rural. Ses militants s'interrogent sur l'avenir des territoires ruraux, ils repartent d'une analyse des attentes des jeunes en matière d'emploi et de culture pour proposer des actions visant à redynamiser « les pays », territoires de projets. Mais le mouvement n'a plus les moyens d'agir seul tant pour le soutien aux initiatives locales que pour élaborer un projet national. Aujourd'hui le secrétariat national a quitté Paris pour une commune de la Banlieue, le nombre de permanents se limite à une dizaine et celui des militants à quelques milliers. À l'occasion de ses 90 ans le mouvement affiche cependant toujours son engagement pour « Oser le rural », vivre, travailler et décider sur des questions démocratiques ²⁴.

Conclusion

Avec la diminution de la population rurale et l'effondrement de la pratique religieuse la JAC est passé d'un mouvement de masse encadré par le clergé à une petite organisation de militants autonome de la hiérarchie catholique. Sur l'ensemble de la période le mouvement se caractérise par la synergie de trois composantes : 1/ une démarche de formation active et d'éducation populaire partant de la réalité du monde rural, 2/ la prise de responsabilité des jeunes dans une organisation structurée à l'échelle nationale, 3/ un projet « missionnaire » de militants qui cherchent à transformer la société pour la rendre plus conforme à leur idéal de vie.

Acteur parmi d'autres de la modernisation de l'agriculture, la JAC a fortement contribué à cette mutation des campagnes françaises par son rôle d'appui à la formation et la construction d'une fierté et d'un idéal de vie pour les jeunes ruraux. La transformation des conditions de vie et de travail n'est pas un but en soi, mais un moyen pour assurer la dignité des jeunes paysannes et paysans et devenir acteur du projet de Dieu sur terre. Une démarche qui rejoint celle des entrepreneurs après la Réforme protestante.

L'impact du mouvement sur la modernisation, différent selon les régions, peut encore s'observer aujourd'hui dans les modèles différents d'agriculture, par exemple entre la Bretagne et les autres régions d'élevage ou entre le département de l'Aveyron et les départements voisins d'Occitanie. Cette différence territoriale s'observe aussi, mais de façon plus nuancée, dans l'organisation des mouvements de contestation du modèle productiviste et le développement de formes alternatives se référant au développement durable.

Dans notre période de transition écologique, l'analyse de l'histoire de la JAC souligne le rôle de la formation et de l'idéal de vie de chaque individu dans la construction de sa trajectoire professionnelle. Elle interroge sur la capacité de construire aujourd'hui des projets collectifs conciliant rémunération et épanouissement des producteurs agricoles avec les attentes des consommateurs et le respect des équilibres écologiques.

Bibliographie

Ghislaine AUBE (EC), Les sœurs des campagnes. Histoire des commencements. 1946-1948. Naissance d'un charisme, 1993, 112 pages.

Pierre BARRAL, Les Agrariens français de MELINE à PISANI, Armand Colin, Paris, 1968, 386 pages.

Danielle BARRES, L'exposition de la maison rurale, une expérience de muséographie itinérante et militante 1947-1950, N°3 du Bulletin d'information de l'Association Française des Musées d'Agriculture, multigraphié, 1984, 13 pages

Danielle BARRES, François COLSON, Françoise BOURQUELOT et Henri NALLET, La JAC et la modernisation de l'agriculture, INRA - EHESS, 1980, multigraphié, 26 pages

²⁴/ « Parce que l'agriculture est nourricière et source de vie, elle doit être pensée durablement et accompagnée. Parce que nos villages sont lieux de rencontres et d'émancipation où il fait bon vivre, ils doivent être pensés comme des terres d'accueil » Sonia BASSET, Présidente du MRJC – Octobre 2019.

- Bernard BRETONNIERE, François COLSON, Jean-Claude LEBOSSE, Bernard THAREAU, militant paysan. Éd de l'Atelier, Paris, 1997, 192 pages.
- Yves CHAVAGNE, Bernard LAMBERT. 30 ans de combat paysan, Éd. La Digitale, 29130 Quimperlé, 1988, 288 pages
- François COLSON, La JAC, des origines à la Libération, 1976, 42 pages (document de travail multigraphié).
- Madeleine COLSON, François COLSON, Henri NALLET, René COLSON, Un paysan face à l'avenir rural. La JAC et la modernisation de l'agriculture (textes réunis et présentés par Éditions de l'Épi, Paris, 1976, 320 pages. (Cet ouvrage reproduit, pages 163 à 309, Motorisation et avenir rural – voir référence ci-dessus.)
- Jean CONQ, Charles-Henri GUILLOTEAU, François LEPRIEUR, Bernard VILBOUX, JAC/MRJC. Origine et mutations. Un mouvement de jeunesse au cœur de la société française, Éd. de la Chronique sociale, Lyon, 1996, 424 pages.
- Serge CORDELLIER : JAC-F, MRJC et transformation sociale Histoire de mouvements et mémoires d'acteurs 1945-1985 – Document dactylographié MRJC, décembre 2008, 104 feuilles.
- Pierre COULOMB, Hélène DELORME, Bertrand HERVIEU, Marcel JOLLIVET, Philippe LACOMBE (sous la dir. de), Les agriculteurs et la politique, Presses de Sciences Po, Paris, 1990, 594 pages.
- Daniel CROZES, Raymond LACOMBE. Un combat pour la terre, Éd. du Rouergue, Rodez, 1992, 320 pages.
- Michel DEBATISSE, La révolution silencieuse. Le combat des paysans, Calmann-Lévy, Paris, 1963, 276 pages.
- Norbert DUFOUR, Daniel LECUYER, Des Normands témoignent. Un souffle d'espérance. JAC de Seine-Maritime 1930-1962, Ed. Bertout, Luneray (Seine-Maritime), 2004, 188 p.
- Jacques DUQUESNE, Les catholiques sous l'Occupation, Grasset, Paris, 1966, 478 pages.
- Marie-Joséphine DURUPT, Les mouvements d'action catholique, facteurs d'évolution du mouvement rural, thèse de 3e cycle sous la dir. de René REMOND, multigraphié, FNSP, Paris, 1963, 414 et 204 feuillets.
- Marcel FAURE, Les paysans dans la société française, Armand Colin, coll. « U », Paris 1966, 344 pages.
- Jacques FAUVET, Henri MENDRAS (sous la dir. de), Les paysans et la politique dans la France contemporaine, Presses de Sciences Po, Paris, 1958, 532 pages.
- Chanoine FERON, Le Mouvement familial rural a vingt ans, Éd. MFR, Paris, 1960.
- Vincent FLAURAUD, La JAC dans le Massif central méridional (Aveyron, Cantal) des années 1930 aux années 1960, Thèse de l'Université Aix-Marseille, 2003, 703 pages
- Robert FORT, Ils ont révolutionné le monde rural. L'aventure de la JAC en Bretagne (1930-1970), Éd. Le Télégramme de Brest, 2001, Brest, 284 pages.
- Michel GERVAIS, Claude SERVOLIN, Jean WEIL, Une France sans paysans, Seuil, Paris, 1965, 128 pages.
- Michel GERVAIS, Marcel JOLLIVET, Yves TAVERNIER, Histoire de la France rurale, tome IV (de 1914 à nos jours), Seuil, Paris, 1976, 670 pages.
- Georges GONTCHAROFF, Vous avez dit développement local ?, Éd. La Librairie des territoires, 2018, 364 pages.
- Bertrand HERVIEU, François LEPRIEUR, Les 50 ans d'histoire de la JAC et du MRJC, Études, 1980, 18 pages.
- Bertrand HERVIEU, La JAC et le MRJC, une brève étude historique, MRJC, Paris, 1971, 48 pages (multigraphié).
- Paul HOUEE, Les étapes du développement rural – tome 1 : Une longue évolution (1815-1950); tome 2 : La révolution contemporaine (1950-1970), 296 pages Éd. Ouvrières/Économie et humanisme, Paris, 1972.
- JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest, Compte-rendu de la journée d'étude du 18 mars 1980 à Rennes, INRA 1980, 212 pages.
- JAC-MRJC : 1929-1979, 50 ans de notre mémoire, MRJC, Paris, 1979, 284 pages.
- Marie-Thérèse LACOMBE, Pionnières ! Les femmes dans la modernisation des campagnes de l'Aveyron de 1945 à nos jours, Éd. du Rouergue, Rodez, 2009, 224 pages.
- Bernard LAMBERT, Les paysans dans la lutte des classes, Seuil, Paris, 1970, 188 pages.
- Yves LAMBERT, Dieu change en Bretagne. La religion à Limerzel de 1900 à nos jours, Éd. du Cerf, Paris, 1985, 452 pages (nouv. éd. 2006).
- Henri MENDRAS, La fin des paysans. Innovations et changements dans l'agriculture française, SEDEIS, Paris, 1967, 364 pages.
- Denis PELLETIER, Jean-Louis SCHLEGEL, Dir, A la gauche du Christ, les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours. Ed. du Seuil, Paris 2012, 620 pages.

Louis PRUGNAUD, Les Étapes du syndicalisme agricole, Éd. de l'Épi, Paris, 1963, 288 pages.

Yves TAVERNIER, Michel GERVAIS, Claude SERVOLIN (sous la dir. de), L'univers politique des paysans, Presses de la FNSP/Armand Colin, Paris, 1972, 650 pages.

Pierre TOULAT, Ange BOUGEARD, Joseph TEMPLIER, Les chrétiens dans le monde rural, Seuil, Paris, 1962, 412 pages.

Anne TRISTAN, Médard LEBOT, Au-delà des haies. Visite aux paysans de l'Ouest, Descartes & Cie, Paris, 1995, 168 pages.

André VIAL, La foi d'un paysan. L'impasse de l'ACJF, Éd. de l'Épi, Paris, 1967, 184 pages.

Gordon WRIGHT, La Révolution rurale en France, Éditions de l'Épi, Paris, 1967, 352 pages (éd. américaine : 1964).